

# Opinion | Violences dans les centres fédéraux d'asile: un problème structurel

En ligne depuis le 19 mai 2021

Aldo Brina, chargé d'information sur l'asile au Centre social protestant Genève, signe une opinion dans le Temps à propos des récentes révélations de violences commises envers les personnes requérantes d'asile au sein des centres fédéraux. Selon lui, “la violence des centres d'asile est un fait social qui émerge dès lors que le cadre posé par l'autorité et le législateur est lui-même violent.”

*L'opinion d'Aldo Brina “Violences dans les centres fédéraux d'asile: un problème structurel” a été publiée dans le quotidien le Temps le jeudi 13 mai 2021*

## Violence dans les centres fédéraux d'asile: un problème structurel

*Aldo Brina, Opinion, Le Temps*

Les médias ont récemment mis au jour les violences ayant cours dans les centres fédéraux dits d'«asile»\*: des agents de sécurité violents, des rapports truqués pour justifier de futures interventions musclées, un recours à des cellules d'isolement qui n'est pas cadré par la loi.

En réponse, le Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM) joue sa partition: commandes d'enquêtes et d'audits, promesses de sanctions, suspension d'agents de sécurité (ça n'a jamais coûté grand-chose de licencier de la main-d'œuvre peu qualifiée en l'accusant de tous les maux). Le SEM rappelle aussi qu'il concocte un plan de prévention de la violence. Et bientôt un plan de prévention du suicide... En effet, le SEM a lancé un appel d'offres qui révèle qu'«en raison d'événements récents et réguliers (tentatives de suicide, suicides ou automutilations), la Région romande a perçu le besoin de développer les processus en vigueur quant à la prise en charge des requérants dans ses centres. Si les suicides sont relativement rares (1 à 2 cas par année), les tentatives de suicide et les automutilations sont fréquentes (jusqu'à plusieurs fois par semaine) [...]». C'est effrayant.

## Faire du sécuritaire plutôt que de l'encadrement

Bien sûr, on peut relever le manque de compétences psychosociales du personnel. Les associations ont maintes fois reproché au SEM de faire du sécuritaire plutôt que de l'encadrement, alors que la population qui demande l'asile est généralement marquée par les horreurs vécues tant dans le pays d'origine que durant ces parcours d'exil toujours plus longs et périlleux. Mais faisons l'hypothèse folle que le SEM daigne engager des psychiatres, des animateurs et des travailleurs sociaux plutôt qu'une foule d'agents de sécurité, nous ne serions pas encore sûrs que la violence disparaisse.

“ Un long séjour dans ce cadre, teinté de carcéral, c'est compliqué. En tout cas, ça ne ressemble en rien à de l'accueil

Vu l'urgence, toutes les initiatives pour améliorer la situation sont louables et nécessaires. Simultanément, il faut aussi revenir à la source du problème: la restructuration de l'asile, qui est entrée en vigueur le 1er mars 2019, repose sur la concentration dans de grands centres, pour une durée plus longue, des personnes en

demande d'asile. Au fil du temps, la durée de séjour dans les centres fédéraux n'a cessé de s'allonger: 60 jours au début des années 2000, 90 jours à partir de 2011, et maintenant 140 jours. Ce passage est difficile pour les personnes en demande d'asile, pour des raisons que l'on peut classer en deux groupes.

Premièrement l'hébergement: les centres sont géographiquement isolés, entourés de clôtures souvent barbelées; les personnes en demande d'asile manquent de contact avec le monde extérieur, leurs libertés individuelles sont restreintes. Elles ne peuvent pas sortir en dehors d'horaires prédéfinis, on les fouille à chaque entrée, on leur interdit d'apporter de la nourriture, on les soupçonne de vol dès qu'elles apportent un objet sans ticket d'achat. Un long séjour dans ce cadre, teinté de carcéral, après avoir fui une guerre ou des persécutions, c'est compliqué. En tout cas, ça ne ressemble en rien à de l'accueil.

## **Alors d'où vient la violence?**

Deuxièmement la procédure: le SEM tient pour acquis que les personnes qui ont demandé l'asile sont à la disposition de l'autorité en tout temps. On les convoque, on les transfère d'un centre à l'autre, parfois d'une région de Suisse à l'autre. On n'a cessé d'accroître le contrôle que l'autorité peut exercer sur les requérants. Le parlement fédéral prévoit en ce moment même de pouvoir fouiller les téléphones portables sous leurs yeux, afin d'y débusquer quelques contradictions sur leurs motifs d'asile. Le constat est clair: les personnes en demande d'asile ne sont pas les sujets d'une procédure, ils en sont les objets.

Ces deux types de facteurs entraînent de la déshumanisation. Pour les personnes en demande d'asile, comme pour les personnes chargées d'appliquer des règles dans la relation ou le face-à-face quotidien. La durée de séjour dans ces centres n'a cessé de se prolonger, mais l'évolution du concept de centre fédéral vers un lieu d'accueil destiné à héberger des personnes qui souffrent de leur exil n'a pas eu lieu.

Alors d'où vient la violence? On peut penser qu'elle est le fait d'individus – agents de sécurité ou requérants d'asile – qui seraient, pour des raisons inconnues, plus mauvais que par le passé. Ou l'on peut reconnaître qu'elle est un fait social qui émerge dès lors que le cadre posé par l'autorité et le législateur est lui-même violent. Le concept même de centre fédéral doit évoluer fondamentalement, avant que d'autres vies ne soient marquées, ou perdues.

*\* L'usage des guillemets est requis puisque ce terme désigne en général un endroit où des êtres humains trouvent refuge.*

Les Opinions publiées par Le Temps sont issues de personnalités qui s'expriment en leur nom propre. Elles ne représentent nullement la position du Temps.



## En relation avec cet article

- [ODAE | La réforme de la loi sur l'asile pousse les personnes dans la clandestinité](#)
- [Amnesty | Mettre fin aux violations des droits humains dans les centres fédéraux d'asile](#)
- [Covid-19 | Personnes réfugiées, déboutées, sans-papiers : un accès inconditionnel à la vaccination en Suisse?](#)
- [Le Courrier | "Non au centre de renvoi", la coalition ne démord pas](#)
- [Analyse | Les Verrières rouvrent pour accueillir... le moins de monde possible](#)
- [Documentation | Violences dans les centres fédéraux d'asile](#)
- [3RGG | Communiqué: violences dans les camps fédéraux d'asile](#)
- [Revue Vivre Ensemble | Centres fédéraux. Du rôle de la société civile](#)
- [Editorial | La société civile, garde-fou à l'impunité](#)
- [Témoignage | En quarantaine à Boudry : quand la désorganisation mène à la maltraitance](#)

◆ [hébergement](#), [SEM](#), [Suisse](#), [violences](#)

< [Amnesty | Mettre fin aux violations des droits humains dans les centres fédéraux d'asile](#)

[Conseil de l'Europe | Grèce: en finir avec les refoulements aux frontières turques](#) >

---

© Vivre Ensemble 2021 [vivre.ensemble@asile.ch](mailto:vivre.ensemble@asile.ch) · Tous droits réservés

Site réalisé par [wonderweb](#)